



Afin d'éviter une lutte armée, le centre d'analyse International Crisis Group recommande au gouvernement de mettre en place un dialogue encadré par un médiateur crédible, suivi de réformes.

Le président camerounais Paul Biya doit «prendre ses responsabilités» et «agir vite» dans les régions anglophones du Cameroun où la «répression meurtrière» des autorités alimente un risque d'«insurrection armée», met en garde jeudi un rapport du centre d'analyse International Crisis Group (ICG).

«La crise qui dure depuis un an dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest a dégénéré le 1er octobre, en marge de la proclamation symbolique d'indépendance de l'Etat d'Ambazonie par des militants sécessionnistes», rappelle ce nouveau rapport. «Les violences ont fait au moins des dizaines de morts et plus de 100 blessés parmi les manifestants», souligne l'ICG, qui y voit «le point culminant d'une nouvelle phase de durcissement de la crise».

«Du fait de cette répression meurtrière (par les forces de l'ordre), les rangs des sécessionnistes augmentent de jour en jour, et certains d'entre eux évoquent plus résolument l'idée d'une lutte armée ou de l'«autodéfense»», s'alarme l'ICG. «S'il veut éviter la naissance d'une insurrection armée dans les régions anglophones, qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions en zone francophone, le président camerounais doit aller au-delà

des mesures cosmétiques et prendre ses responsabilités pour trouver des solutions politiques à la crise. (...) La gravité de la situation oblige à agir plus vite», prévient le rapport. «Ces réformes devraient être précédées d'un dialogue inclusif au plus haut niveau», alors que «l'aggravation de la crise (...) requiert désormais l'intervention d'un médiateur crédible», comme l'ONU ou l'Union africaine, propose l'ICG.

Un usage de la force jugé disproportionné.

L'organisation demande par ailleurs aux partenaires internationaux du Cameroun, «jusqu'ici passifs, voire complaisants vis-à-vis du régime», de «condamner fermement la violence d'Etat et la répression meurtrière», d'exiger «une enquête indépendante» de même que «l'ouverture d'un dialogue inclusif sur la décentralisation et le fédéralisme».

Le centre d'analyse revient en particulier sur cette journée du 1er octobre où «des dizaines de milliers de personnes ont entrepris de marcher pacifiquement pour proclamer l'indépendance de l'Ambazonie », l'Etat que les sécessionnistes anglophones veulent créer. «A Bamenda, Buea et dans des dizaines de villes et localités, les manifestants ont défilé et hissé les drapeaux de l'Ambazonie» et «l'indépendance a été symboliquement proclamée dans les chefferies»

Pour l'ICG, les forces de sécurité «ont réagi par un usage disproportionné de la force qui, du 28 septembre au 2 octobre, a fait au moins 40 morts et plus de 100 blessés». «Ce lourd bilan est dû aux tirs à balles réelles et à l'usage excessif des gaz lacrymogènes, y compris dans les maisons ou contre des fidèles sortant des églises».

Les forces de l'ordre «ont arrêté des centaines de personnes sans mandat, y compris à leur domicile, et infligé des tortures et des traitements inhumains et dégradants. Des abus sexuels, des destructions de propriété et des pillages dans les maisons par des militaires et policiers, et des tirs sur les manifestants à Kumba, Bamenda et près de Buea par des hélicoptères ont été signalés». Enfin, «des villages des chefs de file sécessionnistes (...) ont été pris pour cible (...), obligeant des milliers de jeunes hommes à s'enfuir en brousse par peur d'être tués ou d'être arrêtés et torturés», toujours selon l'ICG.

Selon un bilan établi par l'AFP, au moins 14 personnes ont été tuées pour cette seule journée dans la répression menée par les forces de l'ordre, tandis que des ONGs locales et des responsables de l'opposition ont avancé un bilan beaucoup plus lourd. Le bilan des autorités varie entre 10 et 12 morts.

Source : AFP, 19 octobre 2017